Monsieur David AMIEL, ministre de l'Action et des Comptes publics, chargé de la Fonction publique
Madame Françoise GATEL, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation
Monsieur Jean-Pierre FARANDOU, ministre du Travail et des Solidarités

Paris, le 11/11/2026

Référence : SAT – DA.FG.JPF / 2026.11.11

Objet : Préavis de grève pour la journée du 17 novembre 2026 de 0h à 24h couvrant l'ensemble des agent·es de la Fonction publique territoriale et les salarié·es relevant de la partie privée de notre champ fédéral (entreprises de l'eau et de l'assainissement, du funéraire, du secteur privé du logement social), ainsi que les agent.es et salarié·es dont les horaires incluent la nuit précédant et suivant cette journée.

Dossier suivi par :
Hicham BENYOUSSEF
Tél 01 56 41 52 82
hbenyoussef@interco.cfdt.fr

Madame et Messieurs les Ministres,

La réunion bilatérale du 10 novembre 2026, entre la CFDT et le ministre de l'Action et des Comptes publics, n'a apporté aucune réponse satisfaisante à l'urgence sociale et salariale au sein de la fonction publique.

Alors que la revalorisation du SMIC au 1er décembre portera à 1,1 million le nombre d'agents rémunérés sous le seuil légal et tributaires de l'indemnité différentielle, le gouvernement refuse obstinément toute augmentation générale de la valeur du point d'indice et le rétablissement de la GIPA.

L'injection ciblée de quelques points en bas de grille ne règle en rien le tassement dramatique des carrières et la paupérisation des agentes et agents, notamment de catégories C et B.

À cette impasse salariale s'ajoute l'annonce inacceptable de plus de 5 milliards d'euros de baisses de dépenses publiques imposées aux seules collectivités territoriales pour 2027. Cette cure d'austérité budgétaire prive directement les employeurs territoriaux des moyens d'assurer le service public du quotidien et de financer les légitimes revalorisations attendues par les agents.

Bien qu'une rencontre soit fixée ce vendredi 13 novembre avec le Premier ministre, les premiers éléments issus de la bilatérale précitée ne répondent pas suffisamment aux exigences de justice salariale des agentes et agents publics.

C'est pourquoi, **la Fédération CFDT Interco dépose un préavis de grève pour la journée du mardi 17 novembre 2026 de 0h00 à 24h00.**

FÉDÉRATION INTERCO CFDT
47-49 avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19
Tél +33 (0)1 56 41 52 52
interco@cfdt.fr

INTERCO.CFDT.FR

La fédération Interco CFDT regroupe l'ensemble des syndicats CFDT de la fonction publique territoriale, des offices publics de l'habitat, des services publics concédés, des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Solidarité et de la Santé, de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle fédère 107 syndicats totalisant 72 000 adhérents.

Ce préavis couvre l'ensemble des agentes et agents publics titulaires, stagiaires et contractuels de la Fonction publique territoriale ainsi que ceux des ministères relevant de notre champ fédéral (ministères de l'Intérieur et des Outre-mer, de la Justice, de la Santé et des Solidarités, de l'Europe et des Affaires étrangères), l'ensemble des salariés des branches privées de notre champ comme l'eau et l'assainissement, le funéraire, le logement social et les offices publics de l'habitat, ainsi que tous les personnels dont les prises de poste ou vacations incluent la nuit précédant ou suivant cette journée.

Pendant toute la durée de ce préavis, la Fédération Interco CFDT participera à toute négociation qu'il vous conviendra d'ouvrir conformément à l'article L. 2512-2 du Code du travail.

Nous vous prions d'agréer, Madame et Messieurs les Ministres, l'assurance de notre considération respectueuse.

Samir AIT TAYEB

Secrétaire général
Fédération CFDT Interco

FÉDÉRATION INTERCO CFDT
47-49 avenue Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19
Tél +33 (0)1 56 41 52 52
interco@cfdt.fr

La fédération Interco CFDT regroupe l'ensemble des syndicats CFDT de la fonction publique territoriale, des offices publics de l'habitat, des services publics concédés, des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Solidarité et de la Santé, de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle fédère 107 syndicats totalisant 72 000 adhérents.